

# MAISON DE QUARTIER DE BAGATELLE

Mardi 26 novembre 2002

Conférence d'Alain GRESH du Monde Diplomatique  
 IRAK, PALESTINE, ISRAËL, U.S.A. : aujourd'hui et demain...

Présentation : Stéphane Thépot (Le Monde)

## INTRODUCTION

Hafid El Alaoui, Président de la Maison de Quartier :

Merci d'être venus si nombreux à la Maison de Quartier. Cette soirée est organisée par Takticollectif et la Maison de Quartier. Sans Takticollectif nous n'aurions jamais pu organiser un débat pareil. Je passerai la parole à Salah Amokrane pour qu'il dise deux mots. Vous connaissez, je pense, Alain Gresh. Il est venu ce soir à la Maison du Quartier : c'est symbolique cette Maison du Quartier parce que c'est un des derniers espaces ouverts qui existent aujourd'hui à Toulouse et qui est devenu en quelques années un passage très symbolique. On a reçu une Israélienne venue récemment à Toulouse et on a souhaité qu'elle puisse s'exprimer et expliquer pourquoi tout ce qui se passe en Israël nous interpelle tous. On a eu très peu de gens capables de nous donner de l'espoir pour cette région du monde. On a besoin de connaître cette région et, ce soir, nous avons quelqu'un qui peut nous y aider et surtout nous aider à créer entre les générations, entre les communautés, des passerelles. Je souhaite que cette Maison du Quartier puisse être un symbole pour ces rencontres / débats, pour ces rencontres qu'on a mises en place depuis des années avec des associatifs, surtout, parce qu'on a eu du mal à travailler avec les politiques. (Salah, c'est autre chose, c'est « mon petit frère »). Si on a des gens de la communauté maghrébine qui se présentent en disant qu'ils sont là, leur présence est importante aussi ; et créer quelque chose dans un quartier comme Bagatelle, d'abord ça nous donne la possibilité d'être visibles parce que, souvent, on nous a mis en bas. On a parlé des « gens d'en bas » mais on ne nous a jamais parlé des « gens du sous-sol » ! Et on a des gens, ici, qui sont considérés comme des gens qui ne représentent pas grand chose parce qu'ils n'ont pas le droit de vote, parce qu'ils n'ont pas le droit de participer et d'avoir un lieu disponible qu'ils puissent s'exprimer sans avoir de crainte de qui que ce soit, du politique et de l'institutionnel. Aujourd'hui, des espaces comme ça, on n'en a pas beaucoup. Je pense que sur Toulouse, il n'y a pas beaucoup d'espaces de libre expression. C'est pourquoi cet espace peut être celui de tout le monde, que les gens puissent se l'approprier et nous sommes prêts à y participer. Je passe la parole à Salah Amokrane.

Salah Amokrane :

Je vais être plus terre à terre : je ne sais que dire après ça. Depuis pas mal de temps, depuis la sortie du livre d'Alain Gresh « *Israël, Palestine : la vérité sur un conflit* » on avait envie de le faire venir à Toulouse et, après plusieurs reports, cette fois-ci, pour toutes les raisons que vient de dire Hafid on a choisi la Maison de Quartier de Bagatelle qui nous était proposée, parce qu'on adhère à ce qui s'y fait. Vous remercier tous et toutes, remercier Alain Gresh d'être avec nous, remercier Stéphane Thépot qui va se charger d'animer et de faciliter le débat. Il ne s'agit pas, ils le diront eux-mêmes, de rester passifs, on souhaite qu'il y ait débat, qu'à partir d'une petite introduction, assez simplement, on puisse se livrer au jeu des questions / réponses, émettre des avis, confronter des opinions, à partir de la salle. On espère, avec cette soirée, contribuer à faire un peu avancer le débat, la solidarité. On espère que toutes les actions qui sont menées sur Toulouse par les uns ou par les autres réuniront autant de monde. Je passe la parole à Stéphane et à Alain Gresh.

Stéphane Thépot :

Bonsoir.

Alain préfère rester debout. Je suis journaliste et je travaille à Toulouse pour le journal « Le Monde », certains me connaissent. Je connais surtout la Maison de Quartier depuis déjà un petit moment, ça m'est arrivé d'y passer. Je ne dirai rien de plus ; Hafid a très bien dit le côté symbolique de la chose, c'est pourquoi je suis content d'être là et en toute confraternité puisqu'on m'a demandé d'animer. Mais je suis persuadé que vous allez très bien vous passer de moi. Je vais juste vous présenter mon éminent confrère Alain Gresh qui est rédacteur en chef du monde diplomatique, spécialiste du Moyen Orient, de l'Islam, auteur de nombreux livres sur ces sujets. Le dernier ouvrage en date c'est « Israël, Palestine : la vérité sur un conflit » mais je crois savoir que le thème annoncé ce soir est davantage l'Irak que le conflit israélo-palestinien. Rien ne vous empêche de poser des questions ensuite. Alain est tout à fait disposé à y répondre bien sûr. On peut dire, en langage journalistique, que le conflit israélo-palestinien c'est « un marronnier », c'est à dire qu'on en parle depuis des années, c'est affreusement répétitif. En revanche, la question de la guerre en Irak donne l'impression de prendre la même tournure : est-ce une « question d'actualité » au sens où on nous l'annonce déjà, on se demande s'il n'y en a pas une deuxième et si la guerre n'a pas déjà lieu. C'est vrai qu'il n'y a pas les images sur CNN mais on voit les avions qui décollent. Je suis loin d'être un spécialiste de la question. Donc j'invite Alain Gresh à vous parler de cette guerre d'actualité ou en préparation en Irak et puis, ensuite à vous de poser toutes les questions à Alain, si nécessaire j'interviendrai mais je crois que vous êtes assez grands pour faire ça tout seuls.

## C O N F É R E N C E

Alain Gresh :

Merci beaucoup. Merci pour votre invitation.

Je vais essayer, pendant vingt à vingt-cinq minutes de vous parler de la guerre à venir contre l'Irak et puis on pourra discuter d'autres sujets. C'était difficile de parler à la fois de l'Irak et de la Palestine à moins de parler pendant une heure et demie ce qui vous aurait beaucoup ennuyé. Je vais essayer de vous expliquer pourquoi je pense que nous allons à une guerre contre l'Irak et, en tous les cas, pourquoi les Américains veulent aller à la guerre contre l'Irak. J'essaierai de prendre les trois types de raisons, publiques ou pas, cachées ou pas cachées qui poussent à cette guerre contre l'Irak.

Il y a d'abord les raisons officielles des Etats – Unis, c'est à dire que l'Irak est un pays dangereux, qui est une dictature, qui a des armes de destruction massive : ça je dirai que ce sont les raisons publiques. Il y a les raisons moins publiques mais que tout le monde sait : l'Irak est une région riche en pétrole donc ils y vont pour contrôler le pétrole, c'est un deuxième type de raisons. Et puis il y a un troisième type de raisons qui, à mon avis sont les raisons réelles mais que je garde en réserve et que je vous dévoilerai à la fin.

La première c'est donc : 1) l'Irak est une dictature, 2) c'est un pays qui a envahi ses voisins à deux reprises ; d'abord en envahissant l'Iran et ensuite le Koweït et 3) c'est un pays qui dispose des armes de destruction massive. Les trois affirmations sont absolument incontestables : l'Irak est une dictature, comme beaucoup de régimes dans la région mais, quand même, c'est une dictature particulière, particulièrement brutale, qui a cassé toute opposition. Il y avait dans ce pays une opposition, notamment de gauche, relativement puissante. Dans les années 50 et 60 le plus grand parti était le parti communiste irakien qui a été un parti avec une influence massive notamment dans la population d'origine chiite ; Saddam Hussein et son régime ont cassé cette opposition, il n'y a aucun espace de liberté dans ce pays. C'est effectivement une dictature. Ce qu'on peut simplement dire par rapport à l'argumentation américaine disant « nous les attaquons parce que c'est une dictature » c'est

que d'abord c'est une dictature depuis longtemps et puis que dans les années 1980 c'était autant une dictature qu'aujourd'hui mais qu'à l'époque les Etats Unis étaient alliés avec l'Irak contre l'Iran et ça ne posait pas de problème de conscience aux dirigeants américains. Vous pourrez me dire que maintenant les dirigeants américains s'intéressent particulièrement à la démocratie et sont particulièrement hostiles aux dictatures. Or on pourrait se dire que s'ils interviennent là c'est très bien, ils vont débarrasser le pays de la dictature mais pourquoi pas au Pakistan, pourquoi pas en Arabie Saoudite, pourquoi pas dans d'autres pays ? C'est un argument, effectivement, qui ne tient pas.

L'autre argument c'est : c'est un pays qui a envahi les voisins à deux reprises. C'est vrai, il faut le dire, c'est un pays qui a provoqué deux guerres : la première contre l'Iran, en 1980, une guerre qui a fait un million de morts (ce n'est quand même pas rien) et puis la deuxième, l'invasion du Koweït qui a provoqué quelques dizaines ou centaines de milliers de morts, essentiellement irakiens. Mais là aussi on a un double langage américain parce que, comme vous savez, dans la guerre contre l'Iran, en 1980, l'Irak s'est retrouvé avec le soutien de tous les pays occidentaux la France étant un des soutiens les plus importants puisque nous avons armé le régime irakien à l'époque ; mais les États Unis ont aussi armé ce régime. Non seulement ils ont armé ce régime mais ils savaient très bien que durant cette guerre contre l'Iran, les Irakiens ont utilisé des gaz et des armes chimiques interdites par les conventions internationales et ça n'a pas du tout empêché les États Unis d'aider ce pays.. Ce qui est intéressant à noter c'est que les gens qui ont été les éléments centraux dans l'administration américaine de l'alliance entre l'Irak et les États Unis dans les années 80 sont des gens que l'on retrouve aujourd'hui au pouvoir autour de Bush.. C'est quand même un peu étonnant. Ceux qui nous disent aujourd'hui « mais regardez, ils ont envahi l'Iran » sont les mêmes qui, il y a quinze ans, les soutenaient quand ils envahissaient l'Iran.

Le troisième argument utilisé par les Américains c'est : l'Irak dispose des armes de destruction massive et il y a un danger pour ses voisins. Là aussi on peut répondre à différents niveaux. Vous savez qu'en 1991, après la guerre entre l'Irak et les États Unis, après que le Koweït a été libéré, il y a eu une résolution du Conseil de Sécurité enjoignant à l'Irak d'en finir avec son programme d'armes de destruction massive. Les armes de destruction massive, comme vous le savez, c'est, d'un côté, l'arme nucléaire, de l'autre, les armes chimiques et bactériologiques. Donc il y a une obligation du point de vue du droit international de l'Irak de désarmer. À partir de 1991, il y a eu des inspecteurs des Nations Unies qui ont joué un rôle pour vérifier que les armes étaient détruites et pour mettre en place des instruments de contrôle de manière que l'Irak ne reconstruise pas des armes de destruction massive. Pendant toute cette période, de 1991 à 1998, l'Irak a joué au chat et à la souris : c'est à dire qu'ils ont essayé de dissimuler des programmes mais les inspecteurs ont, globalement, bien fait leur travail et on peut estimer qu'en 1998 ils avaient détruit l'ensemble du programme nucléaire, une grande partie des armes chimiques et une partie des armes bactériologiques. Une des choses qui n'a jamais été mise en lumière pendant cette période entre 1991 et 1998 par les inspecteurs des Nations Unies qui aurait pu être importante parce ça avait des conséquences sur la suite c'est que ce programme d'armes de destruction massive n'avait été possible que grâce à des aides occidentales notamment américaines, notamment allemandes, notamment françaises ; mais sans doute pour ne pas fâcher les commanditaires des inspecteurs on a laissé ce point dans le noir. Je dirais que moralement ça pose un certain nombre de questions mais, en plus, c'était quand même embêtant parce que si on veut éviter la prolifération des armes de destruction massive qui sont effectivement un danger pour la région et pour le monde ça aurait été bien de savoir quelles avaient été les firmes américaines ou françaises ou allemandes qui avaient aidé à développer ce programme. Mais disons qu'en 1998 on a démantelé une grande partie de ce programme de destruction massive mais il y a encore des points d'ombre. Et puis il y a une crise entre l'administration américaine et le gouvernement

de Saddam Hussein et, sans consulter les Nations Unies, l'administration américaine obtient le retrait des inspecteurs envoyés sur place ; c'est la fameuse opération – je ne sais pas si vous vous souvenez - en décembre 1998, « Renard du Désert » l'Irak est bombardé, les inspecteurs partent et pendant quatre ans il n'y a plus aucun contrôle en Irak. Donc aujourd'hui l'administration Bush vient dire : « il n'y a plus aucun contrôle, on ne sait pas ce qui se passe »... Simplement, encore une fois, qui est responsable du fait qu'il n'y a plus aucun contrôle? Ce sont les États Unis qui ont empêché le retour des inspecteurs des Nations Unies. Alors, est-ce que, depuis, on peut penser que l'Irak a continué à développer un programme d'armes de destruction massive ? Je pense qu'on peut penser, oui, qu'ils ont essayé parce que, pour le régime de Saddam Hussein, depuis qu'il est au pouvoir, c'est à dire depuis plus de vingt ans, développer ce programme d'armes de destruction massive a toujours été un choix stratégique. Simplement la question est de savoir si c'est un réel danger aujourd'hui, danger pour la région, danger pour le monde, si c'est quelque chose qui peut justifier une guerre et c'est là où la réponse est incontestablement « NON ». D'abord parce que l'Irak, comme vous le savez, est sous embargo depuis 1991 et ne peut plus importer d'armes, ne peut plus importer tous les produits soupçonnés de pouvoir être utilisés dans les armes de destruction massive. Vous savez par exemple que entre 1991 et 1998 ils n'ont pas eu le droit d'importer des crayons parce qu'on disait que dans le graphite il y avait des éléments qui pouvaient être utilisés, je ne sais plus si c'était pour la fabrication des armes nucléaires ou pour les autres armes. Donc c'est un pays qui est vraiment sous contrôle et donc même s'il y a eu des recherches en Irak, on peut imaginer qu'elles ne sont pas à un niveau très avancé. Deuxièmement, contrairement à ce qui se passait avant 1990, ils n'ont plus l'aide de firmes étrangères donc ils n'ont pas eu les mêmes moyens de développer les programmes de destruction massive. On peut penser qu'il reste quelque chose de ce programme d'armes de destruction massive mais qu'il n'est un danger ni pour la région ni, encore moins, pour les États Unis. D'ailleurs, comme le faisait remarquer un observateur, s'ils avaient un programme qui était vraiment un danger pour les États Unis, il n'y aurait pas de guerre. Regardez le cas de la Corée du Nord qui possède des armes nucléaires. Il y a vraiment un risque s'il y a une pression américaine trop forte pour qu'il y ait une utilisation de ces armes nucléaires et un conflit dans la péninsule coréenne dont personne ne peut savoir quels vont être les effets. Résultat : les Américains négocient, ils font pression avec la Corée du Nord, ils négocient avec la Corée du Sud, voire avec la Chine pour obtenir que la Corée du Nord renonce à son programme d'armes nucléaires. Si les Irakiens avaient vraiment un programme d'armes nucléaires ou des choses vraiment graves je pense que les Américains négocieraient avec eux et ne seraient pas dans ces dispositions. Ça ne veut pas dire que le fait que l'Irak possède des armes de destruction massive soit sans conséquence ou qu'il faille le laisser passer. J'ai dit qu'il y a une résolution du Conseil de Sécurité qui demande le désarmement de l'Irak ; on peut d'autant plus le demander que l'Irak a agressé à deux reprises ses voisins. Comme vous savez le gouvernement irakien a utilisé ses armes chimiques contre sa propre population, notamment contre les Kurdes en 1988 à Khalabja qui est un village kurde où il y a eu cinq mille morts donc c'est tout à fait légitime que la communauté internationale contrôle les armes de destruction massive de l'Irak et lui demande de désarmer. Simplement, pour ça, il y a un moyen qui est simple qui est le retour des inspecteurs des Nations Unies, c'est ce qui est en train de se passer. Mais je crois que cela ne satisfait pas les États Unis parce que je pense que le problème des armes de destruction massive n'est pas leur objectif essentiel, n'est pas la raison essentielle pour laquelle ils veulent intervenir. Une dernière remarque sur ces armes de destruction massive : les Américains comme la communauté internationale disent : nous avons une résolution du Conseil de Sécurité de 1991, c'est la résolution 687 qui enjoint à l'Irak de détruire toutes ses armes de destruction massive. Simplement il y a aussi, dans cette résolution, un point, le point 14, qui dit que ce désarmement de l'Irak ne peut avoir lieu que

dans le cadre d'un désarmement général de la région. Or ça c'est quelque chose qui n'a pas du tout commencé ; personne ne fait pression sur les autres États pour qu'ils renoncent à leurs armes de destruction massive. Et ça je crois que c'est très important parce que, au-delà du régime « spécial » de Saddam Hussein, nous sommes dans une région qui est particulièrement instable dans laquelle tout le monde, aujourd'hui, développe des programmes nucléaires, des programmes de destruction massive. C'est vrai de l'Iran, c'est vrai de la Syrie, c'est vrai d'Israël, c'est vrai de tous les pays que l'Irak considère comme des pays ennemis. Donc il est illusoire de penser qu'on va réussir à désarmer un pays sans entrer dans une logique de désarmement général. C'était une remarque incidente mais en tous les cas on peut dire que ni le caractère dictatorial du régime ni les armes de destruction massive ne justifient une guerre.

Deuxième type d'argument : les Américains veulent une main mise sur le pétrole, l'Irak est un important pays pétrolier, de plus, en ce moment, leurs relations avec l'Arabie Saoudite qui est le principal producteur mondial de pétrole sont mauvaises donc ils ont des raisons d'intervenir. Je crois que c'est un argument, je crois que ça pèse dans la décision américaine même si, après, j'explique que ce n'est pas l'essentiel. Ça pèse parce que l'Irak est le pays qui possède les réserves les plus importantes du monde après celles de l'Arabie Saoudite. C'est donc un pays extrêmement important, un pays qui, aujourd'hui, produit entre deux millions et trois millions de barils / jour et qui peut doubler sa production dans les dix ans avec des investissements étrangers. Donc c'est sûr qu'un gouvernement pro - américain à Bagdad facilitera un contrôle par les États Unis des flux pétroliers et du prix du pétrole. Je crois que dans la décision d'intervenir contre l'Irak, ça pèse d'une autre manière. C'est à dire que si demain les États Unis occupent l'Irak il y a un problème de savoir qui va payer pour ça. Vous vous souvenez qu'en 1990 - 91 la guerre menée par les alliés contre l'Irak avait été largement financée par d'autres pays que les États Unis ; il y avait eu les pays du Golfe, notamment l'Arabie Saoudite, mais il y avait eu le Japon, il y avait eu l'Allemagne. C'était une facture de cent milliards de dollars qui avait été prise en charge complètement par d'autres pays que les États Unis. Or là, on est dans une situation où personne ne veut payer. On pourra en discuter. Les pays arabes sont hostiles à la guerre, les pays européens plus ou moins, aussi. Donc il y a un problème de savoir qui va payer, à la fois, la guerre et qui va payer la reconstruction de l'Irak. Si on voit ce qui se passe en Afghanistan aujourd'hui, un an après l'intervention américaine, c'est que toutes les promesses d'aide économique faites à l'Afghanistan ne sont pas respectées, il n'y a personne pour payer. L'avantage de l'Irak par rapport à l'Afghanistan c'est que comme il y a le pétrole il y aura de quoi payer et la reconstruction et, en partie, l'intervention américaine. Mais sur l'idée de contrôle du marché pétrolier, j'ai tendance à dire que les Américains, bien sûr, s'ils contrôlent l'Irak ça leur donnera un atout supplémentaire mais que de toute façon le marché pétrolier, ils le contrôlent déjà et que ça ne vaut pas la peine de faire une guerre uniquement pour ça même si c'est un argument. Ils ont l'Arabie Saoudite malgré leurs problèmes de relations actuels, ils ont la relation avec la Russie notamment, depuis le 11 septembre, l'amélioration considérable des relations entre Washington et Moscou et la volonté des Russes d'exporter un maximum de quantité de pétrole. Ils sont tout à fait intéressés pour des raisons économiques - parce que c'est pratiquement la seule exportation russe - d'augmenter leurs exportations donc on n'est pas dans une situation où le marché pétrolier risque d'être tellement tendu que les Américains ont un besoin vital de l'Irak.

Alors quelle est la raison qui me paraît essentielle ? Je dirai une raison uniquement idéologique. C'est à dire que l'équipe de Bush est arrivée au pouvoir il y a maintenant deux ans. est arrivée, comme vous vous souvenez, dans des conditions très suspectes puisqu'on ne sait même pas si Bush a vraiment gagné l'élection , ça s'est joué à quelques centaines de voix, il y a eu dix décomptes, vous vous en souvenez ; c'était donc une présidence faible, mal élue qui était en même temps avec des gens qui avaient une vision du monde extrêmement

structurée et extrêmement claire même s'ils n'avaient pas la possibilité, à l'époque, de l'appliquer parce que, encore une fois c'était un président faible, mal élu, qui n'avait aucune autorité. Le 11 septembre a donné à cette équipe le moyen de mettre en œuvre une vision du monde qu'ils ont développée dans un document qui est très intéressant à lire et qui permet d'expliquer un peu la manière dont fonctionne cette administration, cette « clique » autour de Bush et qui est composée notamment de Dick Cheney, le vice-président, de Rumsfeld qui est le ministre de la défense, Wolfowitz qui est le vice-ministre de la défense, etc... Ce document adopté en septembre 2002 dit la chose suivante (c'est important à voir parce que ça explique un peu la mentalité). La première chose c'est de dire : nous sommes la principale puissance militaire mondiale, nous n'avons pas de concurrent à l'échelle des dix, vingt prochaines années, nous devons maintenir cette domination sur le plan militaire et donc nous devons augmenter le budget militaire. Ils viennent d'augmenter le budget de 40 milliards de dollars. Aujourd'hui, en 2003, les États Unis dépenseront pour le militaire à peu près autant que dépensent les quinze pays qui viennent juste après, c'est à dire pratiquement la moitié du budget mondial de dépenses militaires. C'est à dire que le fossé entre les États Unis et n'importe quel adversaire potentiel, que ce soit la Russie, la Chine ou même l'Union Européenne, n'a jamais été aussi grand, depuis sans doute des siècles, entre une grande puissance et sa rivale suivante. La supériorité militaire des États Unis qui est en train d'augmenter leur donne les moyens de pouvoir liquider n'importe quel adversaire militaire et ça leur semble, du moins à ce groupe autour de Bush, un objectif stratégique à maintenir, il faut maintenir cette supériorité militaire et donc on a augmenté le budget militaire dans la foulée du 11 septembre sans que ça pose le moindre problème au Congrès. Mais curieusement, cette espèce de supériorité devrait donner aux États Unis l'idée que le monde n'a jamais été aussi sûr, nous n'avons plus d'ennemi, nous sommes dominants, s'accompagne d'une autre vision ; c'est qu'en même temps nous vivons dans un monde qui n'a jamais été aussi dangereux nous avons vaincu le fascisme et le nazisme dans les années 30 et 40, nous avons vaincu le communisme dans les années 60 et 70, maintenant nous avons affaire à un ennemi qui n'est plus un ennemi étatique (ni la Chine ni la Russie ne sont des ennemis au sens militaire du terme) mais nous avons affaire à un ennemi diffus, le terrorisme islamique, les pays de l'axe du mal, les armes de destruction massive... Tout cela fait que la menace est partout. Elle est imprévisible et nous vivons dans un monde dangereux. Rumsfeld, le ministre de la défense a cette formule extraordinaire qui est, à propos des menaces : *« Il y a tout ce que nous savons que nous savons, [toutes les menaces que nous connaissons] il y a tout ce que nous savons que nous ne savons pas [nous savons qu'il y a des menaces mais nous ne les connaissons pas exactement] et il y a tout ce que nous ne savons pas que nous ne savons pas ! »* [c'est à dire que demain peut surgir ici une arme atomique, des gens qui peuvent démolir New York, etc...]. On pourrait penser qu'ils ne croient pas du tout à ça, que c'est une pensée pour justifier la domination américaine. Je dirais que j'aurais préféré qu'ils soient vraiment cyniques mais c'est qu'ils y croient vraiment ; ils ont une vision presque religieuse puisqu'ils sont, en plus, d'une tendance religieuse, qui est une espèce de peur existentielle qu'évidemment ils ont pu faire partager à leur pays après ce qui s'est passé le 11 septembre. Donc, premier point : nous avons une supériorité militaire et il faut la maintenir ; deuxièmement : nous sommes entourés d'ennemis et nous sommes entrés dans une guerre qui est sans fin. Bush l'a dit dès le 11 septembre : « c'est une guerre sans fin ». Nous sommes dans une guerre contre le terrorisme, cette guerre vient de commencer mais nous ne savons pas quand elle se terminera et elle va durer très longtemps. Le troisième point important de cette doctrine de septembre 2002 c'est « la guerre préventive ». Qu'est-ce que c'est que la guerre préventive ? C'est de dire : il y a des menaces imprévisibles dont nous ne savons pas vraiment si elles sont une menace mais nous ne voulons pas prendre de risque. Nous n'avons peut-être pas de preuve que l'Irak a des armes de destruction massive mais on va les casser

parce qu'on ne veut pas prendre le risque que demain ils en aient. C'est quelque chose qui peut s'appliquer partout. Vous pouvez toujours dire : est-ce que le régime iranien n'est pas un régime qui dans vingt ans peut menacer ? Les États Unis ne peuvent-ils pas se dire de la Chine : dans vingt ans la Chine va devenir une grande puissance donc il faut la casser, la bombarder dès aujourd'hui, etc... et cette doctrine de la guerre préventive est extrêmement dangereuse parce qu'elle change complètement les règles du droit international tel qu'il est connu depuis 1945 et sans doute avant. La charte des Nations Unies prévoit le droit de légitime défense quand on est agressé, elle ne prévoit pas du tout le droit d'action préventive. Mais ça, c'est quelque chose qui est pensé aujourd'hui par les Américains de dire : nous avons le droit à une action préventive et, d'une certaine manière, la guerre en Irak est une action préventive parce que demain Saddam Hussein qui a peut-être des armes de destruction massive, peut-être qu'il va les donner à des groupes terroristes et peut-être ces groupes terroristes vont les utiliser contre nous. Personne ne peut croire que l'Irak peut envoyer des missiles sur les États Unis puisqu'ils n'en ont plus beaucoup et, de toute façon, ce ne sont pas des missiles à longue portée donc il faut quand même expliquer pourquoi c'est un danger. Il y a donc cette explication et théoriquement on peut toujours imaginer un danger. Mais si, effectivement les États Unis ont le droit d'intervenir face à un danger potentiel, ça change complètement les règles internationales mais pas seulement pour les États Unis. Qu'est-ce qui, demain, empêche la Russie d'envahir la Géorgie en disant que la Géorgie est un danger puisque c'est une base arrière des Tchétchènes ou l'Inde de dire que le Pakistan est dangereux parce qu'il aide les insurgés du Cachemire et on va intervenir. Cela ouvre la voie à une espèce de loi de la jungle. C'est intéressant de savoir comment les Américains répondent à ça. C'est un débat qui a lieu aux États Unis, c'est un débat qui a lieu internationalement et on leur dit : vous allez changer les règles. La manière dont ils répondent est assez curieuse mais elle est aussi symbole de quelque chose d'important aux États Unis : oui, mais nous ce n'est pas pareil ; et, en fait, de dire ouvertement « nous sommes au-dessus des lois parce que nous, fondamentalement, nous sommes une puissance qui défendons la liberté, la démocratie, etc... donc nous ne sommes pas passibles des mêmes lois que les autres pays. Et, encore une fois, ne pensez pas que ce soit un raisonnement cynique, c'est réellement ce que pensent aujourd'hui ces gens qui sont au pouvoir autour de Bush et ce n'est pas forcément ce que pensent tous les dirigeants américains ou ce que pensera demain une autre administration. Mais, et je terminerai là dessus, sur l'administration Bush : nous avons affaire, réellement, à ces gens que j'ai nommés qui sont des gens qui, depuis 1990 – 1991, depuis l'effondrement de l'Union Soviétique, ont été à la recherche d'un nouvel ennemi. Ils avaient besoin d'un nouvel ennemi. Et, de ce point de vue, le 11 septembre n'a pas joué un rôle important. Le document dont je vous ai parlé, dont je vous ai donné les grandes lignes, il y avait une Fondation américaine qui, il y a deux ans, avait fait exactement le même document – donc avant le 11 septembre – et on y retrouve tous les gens qui sont aujourd'hui au pouvoir avec Bush. Ils avaient déjà cette vision, c'était clair, le monde ne pouvait pas se comprendre si les États Unis n'avaient pas un ennemi ; il fallait donc avoir un ennemi et, dans ce cadre là, les États Unis devaient faire tout ce qui était en leur pouvoir pour combattre cet ennemi. Ce sont des gens (moi, je les présente comme ça) de la « guerre froide ». Ce sont des gens qui ont occupé des postes de responsabilité dans l'administration Reagan dans les années 80 et qui étaient convaincus qu'il fallait aller à l'affrontement avec l'Union Soviétique. C'était l'aile droite de l'administration Reagan. Par exemple ils ont reproché à Reagan d'avoir discuté avec Gorbatchev du désarmement disant « c'est un complot du KGB contre nous, etc... » Donc ce sont vraiment des idéologues et dans ce sens là ce sont vraiment des gens dangereux. Voilà un peu Ces gens là sont à la fois convaincus qu'il y a un ennemi et, en même temps, ils ont besoin d'alimenter cette espèce de guerre perpétuelle. Je crois que c'est pour ça qu'ils ont besoin d'un affrontement en Irak c'est à dire qu'ils ont besoin de se prouver à eux-mêmes, de



prouver à leur propre opinion, de prouver au monde qu'il y a des ennemis et que les États Unis vont les détruire les uns après les autres. C'est pour ça que je suis convaincu qu'ils vont aller en Irak, que, en tous cas, tout les pousse à aller en Irak mais aussi il faut prendre conscience que ça ne se terminera pas avec l'Irak. C'est dire que pour ces gens là nous sommes dans une période de guerre perpétuelle, guerre dont les États Unis vont sortir vainqueurs mais qui est une guerre de longue haleine que les Américains, du moins l'administration américaine a lancé dès le lendemain du 11 septembre 2001 et qu'elle compte continuer pour les prochaines décennies.

Merci.

## QUESTIONS / RÉPONSES :

Stéphane Thépot :

Mourad fait passer le micro et vous vous signalez quand vous voulez intervenir.

Mourad :

Vous ne parlez que lorsque vous avez le micro sinon on ne se comprendra pas. Merci.

- - Juste une petite remarque. Ce discours m'a appris beaucoup de choses mais je pense qu'historiquement, quand on parle d'invasion de l'Irak sur le Koweït, on oublie que le Koweït est une invention de toute pièce anglaise alors que c'était une ancienne province irakienne. Le mot est trop fort si on dit « envahir » un pays. C'est mon avis. Mais on oublie de parler d'invasion quand les Américains agissent à Cuba, sur la Baie des Cochons, très récemment en Colombie, en Amérique Latine, mais là on ne parle jamais d'invasion. C'est la première chose qui m'a un peu choqué ; la deuxième c'est qu'on parle toujours d'économie, d'argent, de marché, de pétrole et les millions de gens qui crèvent : rien. Le discours pétrolier et tout ce qui s'en suit on le connaît. Et la chose qui me fait encore plus délirer c'est que vous expliquez que ces gens là du pouvoir américain sont des malades. C'est maladif, c'est schizophrène : ils s'inventent des ennemis. Si une petite puissance essaie de faire le tiers de ce qu'ils font... l'exemple de la Corée du Nord est le plus frappant parce qu'ils ne touchent pas à la Corée du Nord sachant qu'elle possède l'arme nucléaire mais il faut écraser les Irakiens. Et ce qui me désole dans tout ça c'est qu'on ne parle jamais du peuple opprimé.....
- \* Vous avez raison, c'est une des choses les plus révoltantes et les plus étonnantes. J'ai participé, le week-end dernier, à un colloque sur l'Irak où il y avait beaucoup de gens de l'opposition irakienne, des gens très bien, et ils disaient : une des choses les plus étonnantes quand on discute avec les Américains sur l'avenir de l'Irak c'est qu'en fait ils ne connaissent rien. Ils disent : nous allons envahir le pays, il faut mettre un autre gouvernement mais ils ne connaissent rien de l'histoire de ce pays, ils ne connaissent rien des forces politiques réelles et il y a quelque chose qui manque, vous avez raison, même dans la manière dont on discute de l'Irak ou dont les médias discutent de l'Irak, une des choses dont il faut d'abord parler c'est le peuple irakien. C'est important. C'est le peuple l'histoire de ce pays. C'est un pays qui a quatre-vingts ans d'histoire, qui a une histoire politique tout à fait passionnante, qui a connu une monarchie, qui a connu des coups d'Etat militaires, un parti communiste particulièrement puissant, un mouvement kurde, etc... Tout ça est quelque chose qui échappe. C'est comme si on parlait d'un pion. On est dans une espèce de géostratégie : on va prendre l'Irak et puis ? Qu'est-ce que vont faire les Syriens ? Qu'est-ce que vont faire les Iraniens ? Et je crois que quand l'on parle aussi de la manière de désarmer l'Irak, du risque de déclencher la guerre, jamais on ne parle de ce que la population peut payer. Supposons qu'il y ait des armes de destruction massive et



supposons qu'il y ait nécessité de désarmer l'Irak. Différentes options s'offrent devant la communauté internationale ou devant les États Unis mais dans toutes ces options, personne ne prend jamais en compte ce que le peuple irakien va payer. On dit que Sadam Hussein est un dictateur méchant qui opprime son peuple ; c'est vrai. Mais la guerre ne va-t-elle pas empirer la situation de l'Irak qui vit déjà, depuis plus de dix ans, sous embargo : vous avez vu des images des hôpitaux. Mais il y a plus grave : du fait de l'embargo les médicaments n'arrivent pas mais le jour où l'embargo cesse, les médicaments arrivent. C'est terrible ce que les Irakiens auront payé avant mais ça peut s'arrêter du jour au lendemain. En revanche, tout le système d'éducation qui ne marche plus depuis dix ans, même si l'embargo s'arrête demain, l'Irak le paiera encore dans dix ans. Ce sont des choses qui ne sont jamais prises en compte et je crois que c'est important de remettre ce facteur humain au centre des choses. Je pense qu'une des raisons pour lesquelles les Américains ne le font plus c'est le fossé technologique qu'il y a entre les États Unis et l'Irak ou les autres pays dans lesquels ils peuvent intervenir. Quand les Américains étaient confrontés à des guerres dans lesquelles il y avait un prix à payer que ce soit pendant la seconde guerre mondiale, contre le Vietnam, etc... la guerre devient une option parmi d'autres mais une option qui a un prix. Quand la guerre est une option pour laquelle vous ne payez aucun prix (vous vous souvenez qu'en 90 – 91 il y a eu, peut-être, trente morts américains, peut-être cinquante et encore je crois que les quatre cinquièmes c'étaient des accidents de circulation en Arabie Saoudite) à ce moment là la guerre est moins coûteuse que la diplomatie et on revient à une période révolue de l'Histoire qui est la période coloniale. Dans l'histoire coloniale il y a une bataille qui m'a beaucoup frappé c'est une bataille dans les environs de Khartoum. Vers 1880 il y a eu une révolution dans les armes avec l'invention de la mitrailleuse. Jusque là on avait des fusils à plusieurs coups mais on n'avait pas encore trouvé ça. Et ça a changé le caractère des guerres coloniales et en 1898 ou 99 la Grande Bretagne re – occupe le Soudan qui s'était libéré par une révolte ; dans cette bataille des environs de Khartoum, face aux Soudanais, on a une armée anglo-égyptienne : 48 morts du côté anglo-égyptien et onze mille morts en face. On a des gens qui attaquent avec des sagaies et quelques fusils et en face, des gens qui tirent à la mitrailleuse. Dans de telles conditions le choix militaire devient un choix normal : c'est celui du Parti Républicain. Et qui parle derrière ce Parti Républicain ? Ce sont les fondamentalistes protestants chrétiens. Ce sont des gens qui soutiennent Israël ; ce mouvement représente à peu près quarante cinq millions sur une population de deux cent cinquante millions d'Américains. Savez-vous pourquoi ils soutiennent Israël ? Leur interprétation de l'histoire c'est : dans la Bible (c'est une interprétation parmi d'autres) le Messie ne peut revenir que le jour où tous les Juifs du monde seront retournés en Palestine ; à partir de là il y a deux interprétations : une interprétation qui dit que soit ils se convertissent au christianisme, soit le Messie les exterminera. Cela aurait plutôt une connotation antisémite mais au nom de ça, aujourd'hui, vous avez un mouvement politique puissant qui appuie la politique de l'État d'Israël. Là on n'est pas dans les intérêts économiques, ni dans la stratégie ; on est dans l'idéologie pure avec tout ce que ça peut avoir de dangereux.. C'est aussi dangereux que Ben Laden, sans possibilité de discuter car on est en face de gens qui parlent de la Bible comme manière de diriger la politique aujourd'hui. Rumsfeld, par exemple, le Ministre de la défense, commence les réunions au Ministère de la défense en chantant les psaumes. Imaginez un moment qu'on vous dise la même chose dans un pays musulman : tel ministre commence ses réunions en psalmodiant le Coran la une des journaux serait : regardez ces fanatiques ! C'est la réalité américaine. Mais pour nuancer un peu ça il faut quand même que ces gens se sont emparés du pouvoir par une sorte de coup d'état et ils ne sont pas le reflet de toute la société américaine. Ils ont été élus presque par hasard et il

a fallu le 11 septembre pour leur donner les moyens de mettre en œuvre leur politique. Dernier élément sur le Koweït : je ne suis pas d'accord avec vous. C'est bien une création anglaise mais l'Irak aussi. L'Irak n'existait pas. Il y avait un empire abbasside qui avait comme capitale Bagdad mais l'Irak, comme pratiquement tous les pays ex - colonisés, est né de découpages coloniaux absolument injustes mais on ne peut pas, malgré ça, accepter le fait qu'un État envahisse un autre au nom du fait que le découpage colonial est injuste mais il faut essayer de trouver comment surmonter les problèmes et sûrement pas par l'invasion. D'autant qu'on ne pourrait pas dire que le Koweït est un pays pétrolier très riche et que l'Irak, très pauvre, a envahi le Koweït. Mais en fait l'Irak est aussi un pays pétrolier très riche : il avait d'énormes ressources et dans les années 70 - 80 il a construit un État relativement moderne, un effort a été fait sur l'éducation, la santé, etc... Tout cela a été complètement gaspillé dans la guerre contre l'Iran.

- - Votre intervention appelle trois remarques : 1 = la souveraineté nationale : au nom de quoi les USA ou les Nations Unies vont-ils attaquer l'Irak, pays souverain, sous prétexte qu'il doit désarmer. Nul ne peut le lui imposer.. 2 = à la fin de la « guerre froide » on nous a présenté la bonne nouvelle qu'à la fin de la guerre froide on aurait un monde de paix, un monde juste, pour l'ensemble de la communauté internationale. La guerre du golfe, en 1991, a montré combien cette organisation internationale est complètement discréditée. Comment accepte-t-elle de laisser le destin du monde entre les mains des cinq membres permanents ? et l'article 52 de la charte des Nations Unies confie à l'organisation régionale le règlement d'un conflit régional : dans le cas de l'Irak, la Ligue Arabe a toute sa place pour résoudre le problème. Dans les années 50 Nasser a su résoudre une crise dans cette région. Et 3 = on essaie de faire le vide dans cette région d'Irak que ce soit pour le pétrole ou pour des raisons stratégiques et le seul pays qui a droit de relever la tête c'est Israël. Ce n'est pas par hasard si on a armé l'Irak pour attaquer l'Iran ni si on a étouffé la révolution iranienne ni si, aujourd'hui, on essaie d'avoir des liens avec la Turquie, pourquoi pas demain avec l'Iran ou avec l'Éthiopie : on cherche à étouffer les pays arabes.
- \* Sur la souveraineté : c'est vrai que c'est un principe du droit international mais je ne suis pas sûr que ce soit un principe intangible. En tant que militant je ne suis pas pour qu'on laisse un gouvernement massacrer son propre peuple au nom de la non-ingérence. Bien sûr c'est difficile de déterminer sur qui on intervient. J'ai assez critiqué la position du gouvernement français face à l'Irak quand le gouvernement irakien gazait ses Kurdes pour ne pas dire, aujourd'hui, que la souveraineté nationale est intangible. Sur le point de savoir s'il faut désarmer l'Irak je ne partage pas votre point de vue : je pense qu'il faut désarmer l'Irak. Je pense que l'Irak est entré dans une politique d'agression, qu'il a subi une défaite, qu'il y a eu une résolution des Nations Unies. Je pense que le monde sera plus sûr si l'Irak est désarmé. L'Irak est, pour moi, un régime dangereux mais je pense que la guerre n'est pas nécessaire et qu'à travers les inspecteurs on peut contrôler le pouvoir irakien. L'Irak a violé les propres traité qu'il a signés par exemple le traité de non-prolifération des armes nucléaires alors qu'il avait un programme nucléaire extrêmement important. C'est lui-même qui s'est mis en contradiction. On est dans une position très difficile en ce moment parce qu'il faut exprimer deux choses à la fois : on est contre cette guerre et cependant on ne peut trouver aucune excuse à ce régime ; ça peut avoir l'air contradictoire mais je pense qu'on peut tenir les deux discours et que les gens peuvent comprendre les deux choses. Les États Unis ne font pas la guerre à l'Irak parce que c'est une dictature mais, en même temps, l'Irak est une dictature particulièrement sanglante et il ne peut rien arriver de mieux au peuple irakien que la chute de ce régime. C'est vrai que c'est en partie inconfortable mais je crois que c'est quand même important à rappeler.